



RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1993 B 00190

Numéro SIREN : 389 601 949

Nom ou dénomination : A33 IMMOBILIER

Ce dépôt a été enregistré le 27/12/2012 sous le numéro de dépôt 21333

9313196
Le présent acte a été
déposé au greffe du
Tribunal de Commerce
de Bordeaux

Le 27 DEC. 2012

CESSION DE PARTS SOCIALES sous le N°.....21333...

Entre les soussignés :

La société Ipeï, sarl au capital de 7622.45 euros dont le siège social est 581 route de Toulouse à Villenave d'Ornon immatriculée au Rcs de Bordeaux sous le n° 432893568 ci après dénommé le cédant, d'une part,

et

Monsieur Dargelas Jean Michel né le 26.09.1949 à Bordeaux demeurant 7 rue Georges Texier à Villenave d'Ornon, marié en séparation de biens ci-après dénommé le cessionnaire, d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Par les présentes, la société IPEI cède, délègue et transporte en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière, à Mr Dargelas qui accepte, la part sociale de 15.24 euros numérotées 251, lui appartenant dans la société A33 Immobilier, SARL au capital de 7622.45 euros divisé en 500 parts sociales de 15.24 euros chacune, dont le siège est fixé à Lège Cap Ferret, 19 rue Jean Louis Seurin et dont l'activité est marchand de biens.

Ladite société, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 389601949.

Mr Dargelas aura la propriété de la part sociale présentement cédée à compter du 1^{er} décembre 2012 et il en aura la jouissance à compter, rétroactivement, du premier jour de l'exercice social actuellement en cours.

Il sera donc aux droits du cédant et aura et exercera à compter dudit jour, tous droits, actions et obligations attachées aux parts cédées.

Etant toutefois rappelé que ladite cession ne sera opposable :

- à la Société, qu'après accomplissement des formalités de signification dans les conditions de l'article 1690 du Code Civil;

- et aux tiers, qu'après accomplissement de cette formalité et en outre, qu'après publicité au registre du commerce et des sociétés, dans les termes de l'article 20 de la loi du 24 juillet 1966 et de l'article 14 du décret du 23 mars 1967.

La présente cession est faite, consentie et acceptée moyennant le prix principal forfaitaire et irréductible de 15.24 euros par part sociale cédée, soit moyennant le prix total de 15.24 euros.

 

CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

La société IPBI, au capital de 7023,48 euros dont le siège social est 687 route de
Toulouse à Villeneuve d'Ornon immatriculée au RNE de Bordeaux sous le n° 403889000
et après dénommé le cédant
d'une part,

et

Monsieur Dargelas Jean Michel né le 26/03/1947 à Bordeaux (département 33) rue
Georges Texier à Villeneuve d'Ornon, franc en résidence de 146 n° 1 après dénommé
le cessionnaire d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Par les présentes, la société IPBI cède, rétrograde et transfère, en contrepartie d'un
garantie ordinaires et de droit en pareille mesure, à Mr Dargelas, qui accepte, la part
sociale de 15,24 euros numérotée 251 lui appartenant dans la société
Immobilier SARL au capital de 7023,48 euros divisée en 400 parts sociales de 15,24
euros chacune dont le siège est fixé à rue Georges Texier 146 n° 1 après dénommé le cédant
dont l'activité est marchand de biens.

La dite société, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux
sous le numéro 380601949

Mr Dargelas aura la propriété de la part sociale présentement cédée à compter du 15
décembre 2012 et il en aura la jouissance à compter du 15 décembre 2012, de l'exercice social actuellement en cours.
Il sera donc aux droits du cédant et aura et exercera à compter du 15 décembre 2012, tous droits
actions et obligations attachées aux parts cédées.

Etant toutefois rappelé que ladite cession ne sera opposable :

- à la Société, qu'après accomplissement des formalités de signification aux tiers
conditions de l'article 1690 du Code Civil.

- et aux tiers, qu'après accomplissement de cette formalité et au cours d'un délai
publié au registre du commerce et des sociétés dans les termes de l'article 20 de la
loi du 24 juillet 1966 et de l'article 14 du décret du 23 mars 1967.

La présente cession est faite, consentie et acceptée moyennant le prix d'achat
forfaitaire et irrévocable de 15,24 euros par part sociale cédée, soit moyennant le prix
total de 15,24 euros.

Aucun titre représentatif des parts sociales cédées n'a été délivré. Conformément aux clauses statutaires, leur propriété résulte uniquement desdits statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

Mr Dargelas déclare connaître parfaitement la situation juridique actuelle de la société A33 Immobilier et être en possession de tous les éléments et documents établissant ou permettant d'établir l'actif et le passif actuels, de sorte qu'à cet égard, la présente cession est réalisée par IPEI en toute connaissance de cause, ce que Mr Dargelas reconnaît expressément.

La présente cession sera signifiée à la société, à la requête et à la diligence du cessionnaire, ou acceptée par elle dans un acte authentique.

Elle sera, en outre, publiée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux conformément à la loi.

Mention des présentes sera consentie partout où besoin sera. Pour remplir toutes formalités nécessaires, tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un des originaux des présentes.

Pour les besoins de l'enregistrement, il est ici précisé :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts,

- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les droits de cession de parts sociales sont exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

Tous les frais des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront à la charge du cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Villenave d'Ornon , le 19 décembre 2012 .

En 4 exemplaires.

I.P.E.I.
Immobilier Partage d'Espace Investissement
581, route de Toulouse
33140 VILLENAVE D'ORNON
R.C.S. 432 893 568



Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT S.I.E. BORDEAUX CENTRE
Le 20/12/2012 Bordereau n°2012/2 730 Case n°13

Ext 18138

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques

Bertrand BEULAGUE
Agent Administratif
des Finances Publiques

Aucun titre représentatif des parts sociales n'ayant été remis au Gouvernement, les clauses statutaires leur propriété résulte uniquement des titres des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

M. Dargelas déclare connaître parfaitement la situation juridique actuelle de la société A33 Immobilier et être en possession de tous les éléments et documents établissant ou permettant d'établir l'actif et le passif actuels de cette société. La présente cession est réalisée par l'PEI en toute connaissance de cause, ce que M. Dargelas reconnaît expressément.

La présente cession sera signifiée à la société et la présente est à ce titre rendue au cessionnaire ou acceptée par elle dans un acte authentique.

Elle sera en outre publiée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux conformément à la loi.

Mention des présentes sera consignée pour ce faire, dans le présent acte, toutes formalités nécessaires, tous pouvoirs sont données au porteur ou l'un des signataires des présentes.

Pour les besoins de l'enregistrement, il est précisé :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1055 ter du Code général des impôts,

- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les droits de cession de parts sociales sont exonérés lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le cadre de la présente.

Tous les frais des présentes et ceux qui en résulteront en cas de contestation seront à la charge du cessionnaire qui s'y engage.

Fait à Millave le 14 mai 2012.

En 4 exemplaires.

933190
certificat conforme
le gérant *[Signature]*

Statuts mis à jour après cessions de parts, (AG du 02.04.2001), après Age du 24.01.2008 et du 02.05.2008 et cessions de parts.

A33 Immobilier

Sarl au capital de 7622,45 euros

Le **27 DEC. 2012**

Siège social : 19 rue Jean Louis Seurin

33950 Lège Cap Ferret

sous le N°.....**21333**

Rcs Bordeaux 389601949

Statuts

TITRE 1 FORME , OBJET, DENOMINATION, SIEGE, DUREE

ARTICLE 1 : FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet l'activité de marchand de biens suite à l'assemblée générale du 24 janvier 2008.

Et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE

La société prend la dénomination sociale de Agence 33, remplacée par décision de l'AGE du 24 janvier 2008 par **A33 IMMOBILIER**.

Dans tous les actes, lettres, factures et autres documents, la dénomination doit toujours être précédée ou suivie des initiales SARL et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est transféré après Age du 02 mai 2008 au **19 rue Jean Louis Seurin, 33950 Lège Cap Ferret** à compter du 02.05.2008.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville, par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les statuts.

TITRE II : APPORTS, CAPITAL SOCIAL, PARTS SOCIALES.

ARTICLE 6 : APPORTS

A l'origine de la société, les associés ont effectué les apports en numéraire ci-après :

- Monsieur Gérard Dufourg, la somme de dix mille francs (10000 francs)
 - Monsieur André Dufourg, la somme de quinze mille francs (15000 francs)
 - Monsieur Alain Dufourg, la somme de vingt cinq mille francs (25000 francs)
- Soit au total la somme de cinquante mille francs (50000 francs)

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

A l'origine, le capital de la société a été formé au moyen des apports ci-dessus constatés et a été fixé à la somme de cinquante mille francs (50000 fr).

Lors d'une assemblée générale extraordinaire en date du 3 avril 1995, les associés ont décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 75.000 francs par création de 750 parts nouvelles de 100 francs de nominal, puis de réduire la capital par apurement des pertes.

Le capital social est fixé à 50.000 francs, 7622.45 euros, divisé en cinq cents parts de cent francs, 15.24 euros chacune de nominal, numérotées de 1 à 500 inclus, intégralement libérées qui, compte tenu des cessions de parts intervenues sont attribuées ainsi qu'il suit :

Société STEG, 2, « Genêt », 33260 Marcenais, 1 part numérotée 250

Mr Jean-Michel Dargelas, 499 parts numérotées de 1 à 249 et de 251 à 500

ARTICLE 8 : REPRESENTATION, DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

--- I ---

Les parts sociales doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création ; leur répartition doit être mentionnée dans les statuts de la société. Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droits de chaque associé résultent des statuts et des actes modificatifs, ainsi que des actes portant cession ou mutation de parts sociales.

--- II ---

Chaque part donne droit, dans l'actif social et les bénéfices à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts créées et ce, quelle que soit l'époque de cette création, et le régime fiscal éventuellement propre à certaines d'entre elles. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sauf exception légale, les associés ne sont reponsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'il possède. Au delà tout appel de fond est interdit.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières dans quelques mains qu'elles passent.

La possession d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises régulièrement par les associés

ARTICLE 9 : INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les co-propriétaires indivis, héritiers ou ayants-cause d'un associé décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux considéré par elle comme seul propriétaire.

A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir ainsi que de droit, pour faire désigner par justice un mandataire chargé de représenter tous les co-propriétaires.

Les usufruitiers et nus-propriétaires devront également se faire représenter par l'un d'eux. Sauf convention contraire dûment signifiée à la société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de cette dernière.

ARTICLE 10 : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

A) Cession à titre onéreux ou par donation entre vifs.

--- I ---

Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seing privé. Elle n'est opposable à la société qu'après signification ou que la société l'ait acceptée dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du code civil. Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

1. The first part of the paper is devoted to the study of the properties of the function $f(x)$ defined by the equation

$$f(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$$
for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $f(x)$ is an odd function, i.e., $f(-x) = -f(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $f(x)$ is bounded on $\mathbb{R}$, with $\lim_{x \rightarrow -\infty} f(x) = -\frac{\pi}{2}$ and $\lim_{x \rightarrow \infty} f(x) = \frac{\pi}{2}$.

2. In the second part, we consider the function $g(x)$ defined by the equation $g(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $g(x)$ is an odd function, i.e., $g(-x) = -g(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $g(x)$ is bounded on $\mathbb{R}$, with $\lim_{x \rightarrow -\infty} g(x) = -\frac{\pi}{2}$ and $\lim_{x \rightarrow \infty} g(x) = \frac{\pi}{2}$. It is also shown that $g(x)$ is a continuous function on $\mathbb{R}$.

3. The third part of the paper is devoted to the study of the function $h(x)$ defined by the equation

$$h(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$$
for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $h(x)$ is an odd function, i.e., $h(-x) = -h(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $h(x)$ is bounded on $\mathbb{R}$, with $\lim_{x \rightarrow -\infty} h(x) = -\frac{\pi}{2}$ and $\lim_{x \rightarrow \infty} h(x) = \frac{\pi}{2}$. It is also shown that $h(x)$ is a continuous function on $\mathbb{R}$.

4. In the fourth part, we consider the function $k(x)$ defined by the equation $k(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $k(x)$ is an odd function, i.e., $k(-x) = -k(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $k(x)$ is bounded on $\mathbb{R}$, with $\lim_{x \rightarrow -\infty} k(x) = -\frac{\pi}{2}$ and $\lim_{x \rightarrow \infty} k(x) = \frac{\pi}{2}$.

5. The fifth part of the paper is devoted to the study of the function $l(x)$ defined by the equation

$$l(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$$
for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $l(x)$ is an odd function, i.e., $l(-x) = -l(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $l(x)$ is bounded on $\mathbb{R}$, with $\lim_{x \rightarrow -\infty} l(x) = -\frac{\pi}{2}$ and $\lim_{x \rightarrow \infty} l(x) = \frac{\pi}{2}$.

6. In the sixth part, we consider the function $m(x)$ defined by the equation $m(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $m(x)$ is an odd function, i.e., $m(-x) = -m(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $m(x)$ is bounded on $\mathbb{R}$, with $\lim_{x \rightarrow -\infty} m(x) = -\frac{\pi}{2}$ and $\lim_{x \rightarrow \infty} m(x) = \frac{\pi}{2}$. It is also shown that $m(x)$ is a continuous function on $\mathbb{R}$.

--- II ---

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société et au sein de la famille du cédant, au profit du conjoint, de ses héritiers en ligne directe, ainsi qu'à toute personne, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé qui désire céder toutes ou partie de ses parts doit notifier son projet de cession à la société et à chacun des co-associés avec l'indication des noms, prénoms, professions, domiciles, et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que du nombre de parts dont la cession est projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification, faite à la société, la gérance doit inviter la collectivité des associés à statuer sous l'une des formes ci-après prévues à l'article 20 sur le consentement de la cession. La décision des associés n'est pas motivée. Elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si la gérance n'a pas fait connaître au cédant la décision des associés dans un délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévue à l'alinéa 3 du présent paragraphe 2, le consentement de la cession sera réputé acquis.

Si par contre, la collectivité des associés a refusé de consentir à la cession et si, dans les huit jours de la notification du refus le cédant n'a pas signifié à la société son intention de retirer sa proposition de cession, les associés auront le droit dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir la totalité des parts en instance de mutation, à un prix fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1868 alinéa 5 du code civil. A la demande de la gérance, ce délai pourra être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société par décision collective extraordinaire des associés peut également avec le consentement de l'associé-gérant décider dans le même délai, si elle préfère cette solution, de racheter les-dites parts par voie de réduction de capital, au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Dans cette hypothèse, la réduction de capital sera égale au montant nominal des parts rachetées et si elle a pour effet de ramener le capital à un montant inférieur au minimum légal, il sera fait application des dispositions de l'article 9 ci-dessus §2.

En cas de rachat de parts en vertu du droit de préemption accordé ci-dessus aux associés et à la société, le prix sera payé comptant, sauf convention contraire intervenue directement entre le cédant et le ou les cessionnaires. Toutefois, si le rachat est effectué par la société, un délai de paiement qui ne saura excéder deux ans pourra sur justification, être accordé à la société par décision de justice.

Dans la même hypothèse de rachat des parts en vue de régulariser la mutation au profit du ou des acquéreurs, la gérance invitera le cédant, huit jours à l'avance, à signer l'acte de cession authentique ou sous seing-privé. Passé ce délai, et si le cédant ne s'est pas présenté pour signer l'acte de cession, la mutation des parts sera régularisée d'office par déclaration de la gérance en la forme authentique sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature du défaillant.

Notification de cette mutation lui sera faite dans la quinzaine de sa date et il sera invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au siège social de la société pour recevoir le prix de la cession en fournissant toutes les justifications utiles. Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions de rachat prévues au présent §2 n'est intervenue, l'associé pourra réaliser la cession initialement prévue, à la condition toutefois qu'il possède les parts sociales qui en font l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il les ait recueillies ensuite de

[illegible]

succession, de liquidation de communauté de biens, entre époux ou de donation par son conjoint ou par un descendant ou ascendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus concernant le rachat de ses parts et, en cas de refus d'agrément, l'associé cédant restera propriétaire de ses parts.

Les notifications, significations, et demandes prévues au présent §2 seront valablement faites, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Les dispositions qui précèdent sont applicables même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnances de justice ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre onéreux. En cas de vente forcée aux enchères publiques, l'adjudication ne pourra être prononcée que sous réserve de l'agrément de l'adjudicataire et de l'exercice éventuel du droit de préemption des associés ou de la société. En conséquence, aussitôt après l'adjudication, l'adjudicataire présentera sa demande d'agrément et c'est à son encontre que pourra être éventuellement exercé le droit de préemption dont il s'agit.

B) Transmission par décès ou par suite de liquidation de communauté entre époux.

Toute transmission de parts sociales par voie de succession au profit du conjoint, des héritiers en ligne directe du titulaire ainsi qu'au profit de toute autre personne ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales. Cette condition sera également appliquée dans le cas de la liquidation de biens entre époux. Etant précisé que lorsque le conjoint commun en biens revendique la qualité d'associé dans une notification à la société, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts sociales, grâce à des biens communs, ce conjoint doit être agréé par la majorité des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales.

Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote, et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. La décision des associés doit être signifiée au conjoint dans les deux mois suivant sa demande, faute de quoi l'agrément sera réputé acquis.

En cas de refus d'agrément notifiant en tant de droit, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications et significations visées par le présent alinéa pouvant se faire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la date d'expédition portée sur le récépissé postal faisant foi.

L'agrément et éventuellement le droit de rachat du ou des associés survivants ou de la société se fera dans les conditions et selon les modalités prévues ci-dessus sous le §2 et si, à défaut d'agrément aucune solution de rachat n'est intervenue dans les délais impartis, la mutation des parts pourra s'effectuer librement et au profit des héritiers ou des légataires.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Lorsque un associé a l'intention de donner ses parts en nantissement, il devra en aviser la société par lettre recommandée.

Si la société a donné son consentement à ce projet dans les conditions prévues à l'article 45 alinéa 1 & 2 de la loi du 24 Juillet 1966, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1 du code civil, à moins que la société ne préfère après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital

TITRE III : LA GERANCE

ARTICLE 12 : NOMINATION

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associées ou non, nommés dans les statuts ou par un acte postérieur à la majorité requise pour les décisions ordinaires avec ou sans limitation de durée.

Les associés nomment comme premier gérant statutaire :

Les associés ont nommé par Assemblée Générale extraordinaire du 31.01.2001

*Monsieur Jean-Michel Dargelas né le 26.09.1949 à Bordeaux
demeurant 12 rue des Lupins à Villenave d'Ornon.*

Cette nomination est faite sans limitation de durée

ARTICLE 13 : REVOCATION, DEMISSION, DECES OU RETRAITE DU GERANT

--- I ---

Le gérant associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts. En outre le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout intéressé.

--- II ---

Chacun des gérants aura le droit de renoncer à ses fonctions, à charge par lui d'informer ses co-associés de sa décision, et à cet égard, six mois avant la clôture d'un exercice. Il sera dressé acte de ces changements de qualité qui ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant. Toutefois, la collectivité des associés, par décision ordinaire pourra toujours accepter la démission d'un gérant, avec effet d'une date ne coïncidant pas avec la clôture d'un exercice.

--- III ---

Le décès d'un gérant ou sa retraite pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le ou les gérants survivants, mais, tout associé pourra provoquer une décision collective des associés, à l'effet de nommer un nouveau gérant.

En cas de décès d'un gérant resté seul en fonction, les associés auront un délai de trois mois pour réorganiser la gérance, transformer la société en société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la société, passé ce délai, tout associé pourra faire prononcer judiciairement la dissolution de la société.

ARTICLE 14 : POUVOIRS DU GERANT

Vis à vis des tiers, le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la société sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Compte tenu de l'objet social, le ou les gérants peuvent contracter des emprunts, effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles, constituer des hypothèques sans autorisation préalable des associés

ARTICLE 15 : RENUMERATION DES GERANTS

Le ou les gérants ont droit en rémunération de leurs fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de règlement sont déterminés par une décision ordinaire des associés. Cette rémunération figurera aux frais généraux. En outre le ou les gérants ont droit au remboursement des frais de représentation, de mission, de réception, déplacements, également passés en frais généraux, et dont les modalités de règlement pourront être fixées par une assemblée ordinaire des associés.

ARTICLE 16 : RESPONSABILITE DES GERANTS

Le ou les gérants ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

ARTICLE 17 : OBLIGATIONS DU GERANT

Le gérant est tenu de consacrer à la société tout le temps et tous les soins nécessaires à sa bonne marche pendant toute la durée de son mandat.

Il ne pourra accepter aucun poste de gérant, ou président directeur général ou de directeur d'une entreprise dont l'objet social serait analogue à celui de la société présentement créée à moins d'y avoir été préalablement autorisé par l'unanimité des associés.

TITRE IV : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 18 : MODE DE CONSULTATION

Les décisions collectives, à l'exception de l'assemblée annuelle, résulteront, au choix du gérant, de la réunion d'une assemblée générale ou d'un vote écrit dans les conditions fixées par l'article 40 du décret du 23 Mars 1967.

Ces décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon leur objet.

ARTICLE 19 : DECISIONS COLLECTIVES "ORDINAIRES"

A l'exception des modifications statutaires, toutes les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la majorité n'est pas obtenue, les associés sont selon le cas convoqués ou consultés une deuxième fois, et les décisions seront prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

ARTICLE 20 : DECISIONS COLLECTIVES "EXTRAORDINAIRES"

--- I ---

Les décisions collectives extraordinaires sont celles appelées à se prononcer sur toutes questions comportant modification des statuts, continuation de la société en cas de perte de la moitié du capital social, approbation de cession de parts à des tiers étrangers à la société.

--- II ---

Les décisions collectives extraordinaires apportant modification des statuts ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales. Toutefois, les décisions de changement de nationalité de la société ou de transformation de la société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

En outre la transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la société n'a établi et fait approuver par les associés les bilans des deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité du capital social, si l'actif net figurant au dernier bilan excède cinq millions de francs.

--- III ---

Les décisions collectives extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la société ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales.

ARTICLE 10. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 11. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions de l'article 10 sont applicables à l'ensemble des dispositions de l'article 11, à l'exception de celles qui sont expressément mentionnées à l'article 12.

Enfin,

ARTICLE 12. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions de l'article 11 sont applicables à l'ensemble des dispositions de l'article 12, à l'exception de celles qui sont expressément mentionnées à l'article 13.

ARTICLE 13. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions de l'article 12 sont applicables à l'ensemble des dispositions de l'article 13, à l'exception de celles qui sont expressément mentionnées à l'article 14.

Les dispositions de l'article 13 sont applicables à l'ensemble des dispositions de l'article 14, à l'exception de celles qui sont expressément mentionnées à l'article 15.

Les dispositions de l'article 14 sont applicables à l'ensemble des dispositions de l'article 15, à l'exception de celles qui sont expressément mentionnées à l'article 16.

ARTICLE 21 : MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES ET DES ASSEMBLEES GENERALES

--- I ---

ASSEMBLEE

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social ou en tout autre lieu de la même ville (ou du même département) soit par un gérant, soit, à défaut par le commissaire aux comptes, soit encore par un mandataire désigné à la demande d'un associé, par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours francs au moins avant la réunion de l'assemblée. Elle doit indiquer les questions à l'ordre du jour de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La discussion ne pourra porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, il peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint. Mais, il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée mais vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès verbal qui mentionne la date, le lieu de la réunion, les noms, prénoms, qualité du président, les noms, prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Ce procès verbal est établi et signé par les gérants sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune ou un adjoint au maire.

Toutefois les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les mêmes conditions que le registre sus-visé et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

--- II ---

CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, la gérance adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à chacun des associés (au dernier domicile déclaré par lui à la

1000

[illegible]

est assurée par le plus âgé, qui représente le même nombre de parts, soit 100 parts. Le nombre de parts associées est par conséquent de 100 parts. L'association est considérée comme étant associée, elle est présidée par l'associé qui a le plus de parts, soit 100 parts. Les associés ne possèdent pas de parts, donc ils ne sont pas représentés. L'association est considérée comme étant associée, elle est présidée par l'associé qui a le plus de parts, soit 100 parts.

chef d'une partition de parts et d'actions, et de la
 par un autre associé de par son conjoint, fils de
 principe, chaque associé participant personnellement
 la discussion ne peut intervenir que par son

1. Le rôle de représentation est attribué à l'Assemblée
 2. Pour les affaires les plus importantes, les décisions
 3. Sont prises par une majorité de deux tiers
 4. Les décisions sont prises par une majorité simple
 5. Les décisions sont prises par une majorité simple
 6. Les décisions sont prises par une majorité simple
 7. Les décisions sont prises par une majorité simple
 8. Les décisions sont prises par une majorité simple
 9. Les décisions sont prises par une majorité simple
 10. Les décisions sont prises par une majorité simple

[illegible]

1. The first step in the process of identifying a problem is to define the problem. This involves identifying the symptoms of the problem and determining the scope of the problem. Once the problem has been defined, the next step is to identify the causes of the problem. This involves identifying the factors that are contributing to the problem and determining the underlying causes. Once the causes have been identified, the next step is to develop a plan to address the problem. This involves identifying the actions that need to be taken to address the problem and determining the resources that will be needed to implement the plan. Finally, the last step in the process is to implement the plan and monitor the results. This involves putting the plan into action and tracking the progress of the plan to ensure that the problem is being addressed effectively.

1. The first step is to identify the problem or goal. This involves understanding the current situation, identifying the key stakeholders, and determining the desired outcome.

1100

1990-1991 1992-1993 1994-1995 1996-1997 1998-1999 2000-2001 2002-2003 2004-2005 2006-2007 2008-2009 2010-2011 2012-2013 2014-2015 2016-2017 2018-2019 2020-2021 2022-2023 2024-2025 2026-2027 2028-2029 2030-2031 2032-2033 2034-2035 2036-2037 2038-2039 2040-2041 2042-2043 2044-2045 2046-2047 2048-2049 2050-2051 2052-2053 2054-2055 2056-2057 2058-2059 2060-2061 2062-2063 2064-2065 2066-2067 2068-2069 2070-2071 2072-2073 2074-2075 2076-2077 2078-2079 2080-2081 2082-2083 2084-2085 2086-2087 2088-2089 2090-2091 2092-2093 2094-2095 2096-2097 2098-2099 2100-2101 2102-2103 2104-2105 2106-2107 2108-2109 2110-2111 2112-2113 2114-2115 2116-2117 2118-2119 2120-2121 2122-2123 2124-2125 2126-2127 2128-2129 2130-2131 2132-2133 2134-2135 2136-2137 2138-2139 2140-2141 2142-2143 2144-2145 2146-2147 2148-2149 2150-2151 2152-2153 2154-2155 2156-2157 2158-2159 2160-2161 2162-2163 2164-2165 2166-2167 2168-2169 2170-2171 2172-2173 2174-2175 2176-2177 2178-2179 2180-2181 2182-2183 2184-2185 2186-2187 2188-2189 2190-2191 2192-2193 2194-2195 2196-2197 2198-2199 2200-2201 2202-2203 2204-2205 2206-2207 2208-2209 2210-2211 2212-2213 2214-2215 2216-2217 2218-2219 2220-2221 2222-2223 2224-2225 2226-2227 2228-2229 2230-2231 2232-2233 2234-2235 2236-2237 2238-2239 2240-2241 2242-2243 2244-2245 2246-2247 2248-2249 2250-2251 2252-2253 2254-2255 2256-2257 2258-2259 2260-2261 2262-2263 2264-2265 2266-2267 2268-2269 2270-2271 2272-2273 2274-2275 2276-2277 2278-2279 2280-2281 2282-2283 2284-2285 2286-2287 2288-2289 2290-2291 2292-2293 2294-2295 2296-2297 2298-2299 2300-2301 2302-2303 2304-2305 2306-2307 2308-2309 2310-2311 2312-2313 2314-2315 2316-2317 2318-2319 2320-2321 2322-2323 2324-2325 2326-2327 2328-2329 2330-2331 2332-2333 2334-2335 2336-2337 2338-2339 2340-2341 2342-2343 2344-2345 2346-2347 2348-2349 2350-2351 2352-2353 2354-2355 2356-2357 2358-2359 2360-2361 2362-2363 2364-2365 2366-2367 2368-2369 2370-2371 2372-2373 2374-2375 2376-2377 2378-2379 2380-2381 2382-2383 2384-2385 2386-2387 2388-2389 2390-2391 2392-2393 2394-2395 2396-2397 2398-2399 2400-2401 2402-2403 2404-2405 2406-2407 2408-2409 2410-2411 2412-2413 2414-2415 2416-2417 2418-2419 2420-2421 2422-2423 2424-2425 2426-2427 2428-2429 2430-2431 2432-2433 2434-2435 2436-2437 2438-2439 2440-2441 2442-2443 2444-2445 2446-2447 2448-2449 2450-2451 2452-2453 2454-2455 2456-2457 2458-2459 2460-2461 2462-2463 2464-2465 2466-2467 2468-2469 2470-2471 2472-2473 2474-2475 2476-2477 2478-2479 2480-2481 2482-2483 2484-2485 2486-2487 2488-2489 2490-2491 2492-2493 2494-2495 2496-2497 2498-2499 2500-2501 2502-2503 2504-2505 2506-2507 2508-2509 2510-2511 2512-2513 2514-2515 2516-2517 2518-2519 2520-2521 2522-2523 2524-2525 2526-2527 2528-2529 2530-2531 2532-2533 2534-2535 2536-2537 2538-2539 2540-2541 2542-2543 2544-2545 2546-2547 2548-2549 2550-2551 2552-2553 2554-2555 2556-2557 2558-2559 2560-2561 2562-2563 2564-2565 2566-2567 2568-2569 2570-2571 2572-2573 2574-2575 2576-2577 2578-2579 2580-2581 2582-2583 2584-2585 2586-2587 2588-2589 2590-2591 2592-2593 2594-2595 2596-2597 2598-2599 2600-2601 2602-2603 2604-2605 2606-2607 2608-2609 2610-2611 2612-2613 2614-2615 2616-2617 2618-2619 2620-2621 2622-2623 2624-2625 2626-2627 2628-2629 2630-2631 2632-2633 2634-2635 2636-2637 2638-2639 2640-2641 2642-2643 2644-2645 2646-2647 2648-2649 2650-2651 2652-2653 2654-2655 2656-2657 2658-2659 2660-2661 2662-2663 2664-2665 2666-2667 2668-2669 2670-2671 2672-2673 2674-2675 2676-2677 2678-2679 2680-2681 2682-2683 2684-2685 2686-2687 2688-2689 2690-2691 2692-2693 2694-2695 2696-2697 2698-2699 2700-2701 2702-2703 2704-2705 2706-2707 2708-2709 2710-2711 2712-2713 2714-2715 2716-2717 2718-2719 2720-2721 2722-2723 2724-2725 2726-2727 2728-2729 2730-2731 2732-2733 2734-2735 2736-2737 2738-2739 2740-2741 2742-2743 2744-2745 2746-2747 2748-2749 2750-2751 2752-2753 2754-2755 2756-2757 2758-2759 2760-2761 2762-2763 2764-2765 2766-2767 2768-2769 2770-2771 2772-2773 2774-2775 2776-2777 2778-2779 2780-2781 2782-2783 2784-2785 2786-2787 2788-2789 2790-2791 2792-2793 2794-2795 2796-2797 2798-2799 2800-2801 2802-2803 2804-2805 2806-2807 2

société), le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ces associés disposent d'un délai de quinze jours francs à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit. Ce vote, formulé par un "oui" ou par un "non" inscrit en dessous du texte de chacune des résolutions proposées, doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout associé qui n'aura pas régulièrement voté dans le délai imparti sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le procès-verbal de la délibération sera établi par la gérance selon les formes indiquées sous le §1 ci-dessus, pour les procès-verbaux d'assemblées, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal la réponse de chaque associé.

--- III ---

EPOQUE ET NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés peuvent être prises à toute époque. Toutefois, l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de chaque exercice social doit obligatoirement être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture dudit exercice.

D'autre part, un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

ARTICLE 22 : VOTE ET REPRESENTATION

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé ou par son conjoint. Un associé ne peut toutefois, constituer un mandataire pour vote du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Tout mandataire, pour représenter valablement son mandat doit justifier d'un pouvoir régulier, même par lettre ou télégramme.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être par eux mêmes associés, sauf à justifier de leur qualité sur la demande de la gérance.

ARTICLE 23 : COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si le capital social vient à excéder le montant prévu par la loi, la société sera pourvue dans le plus court délai à l'initiative de la gérance et par décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs commissaires aux comptes investis des fonctions, pouvoirs et attribution que leur confère la loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour trois exercices sociaux. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire des associés qui statue sur les comptes du troisième exercice.

Article 10. - Le Président de la République nomme et révoque les membres du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat est présidé par le Président de la République. Il est composé de membres nommés par le Président de la République pour une durée de cinq ans. Le Conseil d'Etat est divisé en deux sections. La première section est présidée par le Président de la République. La deuxième section est présidée par le Vice-Président du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a pour mission de veiller à l'application de la Constitution et des lois. Il peut être saisi par le Président de la République ou par le Parlement.

ARTICLE 11. - Le Conseil d'Etat est composé de membres nommés par le Président de la République.

Les membres du Conseil d'Etat sont nommés pour une durée de cinq ans. Ils peuvent être réélus. Le Conseil d'Etat est divisé en deux sections. La première section est présidée par le Président de la République. La deuxième section est présidée par le Vice-Président du Conseil d'Etat.

ARTICLE 12. - Le Conseil d'Etat a pour mission de veiller à l'application de la Constitution et des lois.

Le Conseil d'Etat peut être saisi par le Président de la République ou par le Parlement. Il a le droit de proposer des lois au Président de la République. Il peut également proposer des décrets au Président de la République. Le Conseil d'Etat est compétent pour statuer sur les recours contre les actes du pouvoir exécutif.

ARTICLE 13. - Le Conseil d'Etat est compétent pour statuer sur les recours contre les actes du pouvoir exécutif.

Le Conseil d'Etat est également compétent pour statuer sur les recours contre les actes du pouvoir législatif. Il peut être saisi par le Président de la République ou par le Parlement. Le Conseil d'Etat a le droit de proposer des lois au Président de la République. Il peut également proposer des décrets au Président de la République.

TITRE V : EXERCICE SOCIAL- COMPTES ANNUELS - AFFECTATIONS REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 24 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre.

ARTICLE 25 : INVENTAIRE - COMPTES - BILAN

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages commerciaux.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan.

Lors de l'établissement de ses documents, elle procède conformément aux dispositions des articles 342 et 343 de la loi du 24 Juillet 1966, et même en l'absence ou l'insuffisance des bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Elle établit un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice social écoulé. Le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits, le bilan sont établis, chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Toutefois, en cas de proposition de modifications, l'assemblée générale des associés, au vu des comptes établis suivant les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles, et sur rapport de la gérance, se prononce sur les modifications proposées.

ARTICLE 26 : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des stipulations de l'article 28 ci-dessus, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de cette fraction.

L'assemblée générale des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes par prélèvement sur le bénéfice distribuable au sens défini par la loi.

ARTICLE 27 : PAIEMENT DES DIVIDENDES - PARTS AMORTIES

--- I ---

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou à défaut par la gérance. Toutefois la mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Aucune répétition des dividendes ne peut être exigée des associés, hors le cas de distribution de dividendes fictifs.

L'action en répétition se prescrit dans le délai de trois ans à compter de la mise en paiement des dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans sont prescrits.

--- II ---

Les parts sociales amorties en totalité ou partiellement conservent au cours de la société les mêmes droits que les parts non amorties; mais, lors de la liquidation de la société, elles n'ont pas droit au remboursement de leur montant nominal dans la mesure où il a été amorti

TITRE VI ACTIF NET INFÉRIEUR A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

DISSOLUTION LIQUIDATION

ARTICLE 28 PERTE

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance et à son défaut le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider à la majorité exigée pour la modification des statuts s'il y a lieu à dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue de réduire le capital social, d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut par le gérant et le commissaire aux comptes, de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut intenter devant le tribunal de commerce une action en dissolution de la société.

ARTICLE 29 : TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme sans que cette opération n'entraîne la création d'une personne morale nouvelle. Toutefois, sa transformation en société anonyme ne sera pas possible tant qu'elle n'aura pas établi et fait approuver par les associés, le bilan de ses deux premiers exercices.

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés, elle doit dans un délai de deux ans, être transformée en société anonyme, sinon elle sera dissoute.

La décision de transformation quel que soit le type de société adopté, doit être précédée du rapport du commissaire aux comptes sur la situation de la société.

La décision de transformation en société anonyme doit en outre être précédée du rapport d'un commissaire désigné par décision de justice, sur la valeur des biens composant l'actif social et sur les avantages particuliers conformément à la loi, les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers, ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

La transformation en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions ou encore en société civile exige l'accord unanime des associés. La transformation en société anonyme est valablement décidée par des associés représentant les 3/4 des parts sociales.

ARTICLE 30 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un liquidateur choisi parmi les associés et nommé par une décision collective des associés.

4. The fourth part of the document discusses the implications of the results and the potential applications of the findings. It highlights the significance of the study and its contribution to the field.

5. The fifth part of the document concludes the study, summarizing the key points and providing a final statement on the overall findings and conclusions.

6. The sixth part of the document includes a list of references and a bibliography, citing the sources used in the study and providing information for further research.

7. The seventh part of the document contains a list of appendices, providing additional information and data that support the main findings of the study.

8. The eighth part of the document includes a list of figures and tables, providing a visual representation of the data and results.

9. The ninth part of the document contains a list of footnotes and a glossary, providing definitions and explanations for the terms and symbols used in the document.

10. The tenth part of the document includes a list of acknowledgments, thanking the individuals and organizations that provided support and assistance during the study.

11. The eleventh part of the document contains a list of references and a bibliography, citing the sources used in the study and providing information for further research.

12. The twelfth part of the document includes a list of appendices, providing additional information and data that support the main findings of the study.

13. The thirteenth part of the document contains a list of figures and tables, providing a visual representation of the data and results.

14. The fourteenth part of the document includes a list of footnotes and a glossary, providing definitions and explanations for the terms and symbols used in the document.

15. The fifteenth part of the document contains a list of acknowledgments, thanking the individuals and organizations that provided support and assistance during the study.

La liquidation s'effectuera conformément aux dispositions prévues par les articles 390 et suivants de la loi du 24 Juillet 1966.

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges sociales et le remboursement du nominal non amorti des parts sociales est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

ARTICLE 31 : CONTESTATIONS CLAUSES COMPROMISSOIRES

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à deux arbitres désignés par chaque partie, dans la huitaine de la mise en demeure qui lui en sera faite par l'autre partie.

A défaut pour l'une des parties de désigner son arbitre dans le délai imparti, la nomination en sera faite par le président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, par voie de simple ordonnance, sur requête de l'autre partie.

Les arbitres seront saisis par une simple lettre du demandeur adressée à l'un d'eux, exposant les motifs de sa réclamation, sans qu'il soit besoin de compromis préalable; ils statueront d'un commun accord, cependant ils auront pouvoir pour en nommer un troisième qui formera avec eux un tribunal, lequel décidera alors à la majorité des voix.

Sans accord des deux arbitres sur ce troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social qui, comme au cas de nomination d'un arbitre, procédera par voie de simple ordonnance sur requête présentée par la partie la plus diligente ou par l'un des arbitres, l'autre partie dûment appelée.

Les arbitres agiront comme aimables compositeurs.

Si l'une des parties ne répondait pas à la convocation des arbitres, ceux-ci rendront cependant leur décision dans un délai qu'ils jugeront convenable, mais sans dépasser celui fixé par la loi en se servant des éléments mis à leur disposition.

Dans tous les cas, la décision arbitrale sera sans opposition ni appel et ne sera susceptible d'aucun recours, même par voie de requête civile.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que les arbitres fixeront souverainement dans leur sentence.

